



06

**SNUipp**

Fédération Syndicale Unitaire

## **Déclaration du SNUipp-FSU au CTSD du 16 février**

Ce CTSD qui va s'ouvrir se déroule, dans notre département comme partout en France, dans un contexte particulier. Fait marquant une solidarité impressionnante entre parents d'élèves et enseignants. De nombreuses écoles non impactées par des fermetures manifestent et sont en grève ce jour. Le SNUipp-FSU tient à rendre hommage à tous ces collègues en lutte pour la défense de l'école ainsi qu'aux militants de notre organisation qui n'ont pas ménagé leur peine dans cette période. Partout, les nouvelles annonces de fermeture de postes liées à la suppression des 14 000 postes dans l' Education Nationale, 5 700 dans le premier degré, sont perçues comme une énième provocation et génèrent une colère grandissante. Alors que la politique éducative de ce gouvernement se résume à supprimer les moyens de l'Ecole, encore et toujours, les personnels, les parents, les élus ne supportent plus cette destruction systématique du système scolaire. La mobilisation importante de ce jour des enseignants, parents d'élèves et de certains élus en est la preuve. Nous ne pouvons débiter cette réunion sans évoquer les quelques mesures prises hors CTSD et communiquées aux écoles. Cette tentative de contournement du paritarisme est scandaleuse. Votre seul argument en réponse a été de dire au SNUipp-FSU que nous avons publié les propositions du groupe de travail.

Nous l'avons toujours fait sans qu'il y ait une réaction de ce type. D'ailleurs, dans Nice Matin du 14 février, il est bien indiqué que les propositions rendues publiques par le SNUipp-FSU ne sont pas définitives et seront étudiées au CTSD.

Le journal local daté du 15 février annonce que des classes sont sauvées de la fermeture. Une IEN venant elle-même annoncer la bonne nouvelle dans une école. Dans le même article le SNUipp-FSU reste prudent et indique aux enseignants et parents d'attendre la réunion du CTSD, prenant ainsi beaucoup plus de précautions.

Pourquoi ce traitement différent entre les écoles ? Vous avez même annoncé dans une audience à un élu un changement des mesures prévisionnelles. Nous ne laisserons pas bafouer le dialogue social et le droit syndical. D'ailleurs si vous vouliez éteindre l'incendie, pour le coup c'est raté puisque les collègues de ces écoles sont tous en grève aujourd'hui et manifestent devant vos locaux. Que dire également des intimidations de la police et des gendarmes qui s'introduisent dans les écoles ou téléphonent pour obtenir des renseignements sur la mobilisation. Mme le Recteur, est-elle elle-même à ce point aux abois qu'elle convoque ce matin une conférence de presse : si elle espère calmer la colère, elle n'y arrivera pas. Cette lame de fond lancée par le SNUipp-FSU dans toute la France, sous le thème « 101 grèves, 101 manifestations » gêne manifestement les Recteurs et les politiques qui ont voté à l'assemblée le budget d'austérité pour l'Education Nationale. Les dépenses publiques n'ont pas évolué depuis plusieurs années. Ce sont les recettes de l'Etat qui ont baissé du fait d'une politique fiscale

profondément inégalitaire, et du poids des intérêts de cette dette dont on peut contester la légitimité. C'est au contraire en donnant les moyens à l'Ecole, et au service public en général, que l'on combattra efficacement les inégalités croissantes qui minent notre société, l'exposant dangereusement à la tentation du repli sur soi et au populisme. L'école ne doit pas être perçue ni définie comme un coût ou une dépense, mais comme un investissement.

Près de la moitié des suppressions de postes cette année concerne les RASED sur l'ensemble du pays. L'objectif, en période électorale, est sans doute de cacher les suppressions en frappant là où certains pensent que cela se verra le moins, ces fameux postes « sans classes », comme si les RASED n'avaient pas démontré leur utilité, comme si leur mise en place n'était pas le résultat d'analyses, de réflexion et de décisions. Nous y reviendrons.

Vous vous attaquez également aux secteurs les plus en difficulté où nombre de fermetures sont envisagées. Des fermetures sont également prévues dans les ITEP et IME alors que le gouvernement n'arrête pas d'argumenter à propos de sa présumé politique en faveur des enfants en situation de handicap. Le SNUipp-FSU dit STOP à cette politique : assurez donc le remplacement des maîtres absents, faites en sorte que les directeurs aient les moyens de fonctionner, cessons d'asphyxier l'école maternelle, allégeons les effectifs partout, protégeons l'éducation prioritaire, bref redonnons des couleurs à l'école.

Sacrifier l'avenir des plus fragiles au nom d'une rigueur liée à des choix économiques désastreux est un non-sens, et une profonde injustice. L'argument de la dette et du

nécessaire effort pour justifier les fermetures est tout à fait fallacieux

Dans ce contexte, Monsieur le Directeur Académique, il est de votre responsabilité de faire en sorte que le pire soit évité. Puisque la carte scolaire se gère jusqu'au mois de septembre, rien ne justifie l'urgence que vous employez à fermer les classes et les postes d'enseignants spécialisés. Cela implique qu'aucune mesure de suppression de ces postes ne soit actée en l'état.

Pour parvenir à rendre les 61 postes réclamés par le Ministère, vous avez aussi décidé de revoir à la baisse les effectifs que vous ont fait remonter les écoles. Vous avez décidé de toucher à la fois au qualitatif tant qu'au quantitatif (nous pensons aux postes de soutien, BCD, conseiller pédagogique... ).

Au moment où nous allons discuter de chaque situation, nous vous demandons d'avoir à l'esprit que la mobilisation prioritaire doit être en faveur de la réussite de tous les élèves.

La carte scolaire présentée aujourd'hui compromet gravement l'avenir des élèves de ce département. C'est pourquoi le SNUipp-FSU renouvelle sa demande : faites remonter à Mme le Recteur et au Ministre l'impossibilité dans laquelle vous vous trouvez de rendre de nouveaux postes et de faire fonctionner un service public d'éducation qui permette la réussite de tous les élèves.

Le SNUipp-FSU qui a déclenché l'alerte sociale il y a quelques semaines est très déterminé. Nous voulons une profession respectée, une école qui a les moyens de

fonctionner débarrassée d'une politique managériale à courte vue.

## Les Elus du SNUipp-FSU au CTSD